

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE LIMOGES

N° du dossier : 14/00265

ORDONNANCE DE REFERE

du 17 juillet 2014

Madame Lydie COLOMER, Vice - Président au Tribunal de Grande Instance de LIMOGES, assistée de Catherine PECOUT, Greffier, a rendu la décision dont la teneur suit :

ENTRE :

La SNCF Etablissement public local à caractère industriel ou commercial inscrit au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 552 049 447 au capital de 4 970 897 305 € dont le siège social est 2 place aux Etoiles - 93 210 LA PLAINE SAINT DENIS prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège.

DEMANDEUR ayant pour avocat Me Eric DAURIAC du Barreau de LIMOGES membre de la SCP DAURIAC - PAULIAT- DEFAYE BOUCHERLE.

ET :

Monsieur Eric PRADEAU demeurant 13 rue du Boucheron 87110 BOSMIE L'AIGUILLE es- qualité de secrétaire du COMITE d'ETABLISSEMENT DE LA REGION SNCF DE LIMOGES dont le siège est 30 rue Aristide Briand 87 000 LIMOGES.

DEFENDEUR ayant pour avocat Maître Dominique GIACOBI du Barreau de PARIS - 48 rue de Tocqueville 75017 PARIS

Après avoir entendu les représentants des parties à notre audience du 10 Juillet 2014, avons mis l'affaire en délibéré au 17 juillet 2014 pour la décision être rendue ce jour, par mise à disposition au greffe, ainsi qu'il suit :

EXPOSÉ DU LITIGE

Les prestations familiales servies aux agents SNCF sont gérées, non pas par les Caisses d'Allocations Familiales mais directement par la SNCF.

Ces prestations sont actuellement gérées par les Agences Familiales, au nombre de douze sur le territoire français, lesquelles ont été créées en 2004 et sont chacune compétentes pour 2 à 3 régions.

Par ailleurs, il existe au sein de la SNCF des Centres Mutualisés de Gestion Administrative (CMGA) créés en 2007.

Ces Centres assurent la gestion administrative ainsi que la paie des agents de l'entreprise.

Sur toute la France, la Direction des ressources Humaines de la SNCF envisagé de rapprocher les agences famille des CMGA en estimant que la mission des agences famille étaient complémentaire de celle des CGMA.

Le 7 juillet 2014, la SNCF prise en la personne de ses représentants légaux a été autorisée à assigner Eric PRADEAU, en sa qualité de secrétaire du Comité d'Etablissement de la Région SNCF LIMOGES en référé d'heure à heure, ce qu'il a fait par un acte d'huissier de justice en date du 8 juillet 2014.

Elle expose qu'aucun accord n'ayant pu être obtenu entre l'employeur et le secrétaire du comité d'entreprise sur l'inscription de la question n° 11 à l'ordre du jour de la réunion qui se tiendra le 31 juillet 2014, le secrétaire souhaitant une consultation sur le projet de rapprochement de l'Agence Famille et du CMGA et le président estimant que l'information délivrée à ce sujet lors de la réunion du 26 juin 2014 était suffisante, le juge des référés doit trancher la difficulté. Selon elle, si l'article L 2323-6 du Code du travail prévoit une obligation de consultation du Comité d'Entreprise au titre de la marche générale de l'entreprise, la consultation n'est pas obligatoire en l'espèce car l'information et la consultation du Comité d'Entreprise ne s'imposent à l'employeur que si les mesures qu'il envisage de prendre, dans l'ordre économique, sont importantes et ne revêtent pas un caractère ponctuel ou individuel, ce qui n'est pas le cas du rapprochement Agences Famille/CGMA puisque ce projet ne porte que sur un rapprochement de deux services, c'est-à-dire un simple réaménagement de l'organigramme n'induisant aucune modification des conditions de travail des agents et puisque ce projet ne concerne que les 18 agents de l'Agence Famille et les 15 du CGMA sur les 2 733 agents relevant du périmètre du CER de LIMOGES.

La SNCF demande donc au juge des référés de :

Dire et juger que le projet de rapprochement de l'Agence Famille et du CGMA n'a pas lieu d'être examiné à l'occasion de la réunion du CER de LIMOGES du 31 juillet 2014 et qu'ainsi la consultation sur la réorganisation des services de l'Agence Famille et du CGMA présentée en information le 26 juin 2014 devra être retirée de l'ordre du jour de la réunion du 31 juillet 2014.

En défense, Eric PRADEAU demande au juge des référés de :

Vu l'article L 2325-15 et L 2323-7 du Code du travail,

Vu les articles 808 et 809 du Code de procédure civile,

- dire et juger la SNCF irrecevable à agir ;
- se déclarer incompetent en l'état de l'ordre du jour signé le 30 juin 2014 ;
- Subsidiairement, ordonner que le projet de réorganisation du rattachement des agences familles avec le service CGMA soit porté à l'ordre du jour comme une consultation du comité d'établissement régional SNCF de LIMOGES en sa séance du 31 juillet 2014 ;
- condamner la SNCF à verser à Eric PRADEAU la somme de 5 000 € sur le fondement des dispositions de l'article 700 du Code de procédure civile.

Il soutient que la SNCF n'a pas qualité pour agir alors que l'instance aurait du être introduite par M. BEAUCARE, président du Comité d'Entreprise, et qu'elle n'a pas non plus d'intérêt à agir en ce que le président et le secrétaire sont tombés d'accord le 30 juin 2014 sur le point 11 de l'ordre du jour. Il prétend que le projet de rapprochement envisagé comporte, outre une modification de l'organigramme de chacun des deux services, un impact sur les conditions de travail des agents et qu'en conséquence, il doit donner lieu à consultation du CER par application des dispositions de l'article 2323-27 du Code du travail et ce, sans qu'il y ait à s'interroger sur l'importance du projet. En tout état de cause, il soutient qu'il s'agit d'un projet d'ampleur puisque s'inscrivant dans un projet national en lien avec la perspective de mettre fin à la gestion des prestations familiales directement par la SNCF et que le chef d'établissement va devoir prendre des mesures tendant à appliquer dans le périmètre du comité d'établissement régional SNCF de LIMOGES le rapprochement de l'agence famille des CGMA par toute une série de mesures emportant modification des conditions de travail et d'emploi ainsi que par des actions de formation.

SUR CE,

Sur la recevabilité de l'action de la SNCF

L'article 2325-15 du Code du travail énonce que l'ordre du jour des réunions du comité d'entreprise est arrêté par l'employeur et le secrétaire et non par le président du comité (qui en tout état de cause est le représentant de l'employeur) et le secrétaire.

Ainsi la SNCF est bien recevable à agir pour résoudre la difficulté liée au désaccord entre son représentant également président du Comité d'Entreprise et le secrétaire de ce comité.

Par ailleurs, l'intérêt à agir de la SCNF existe bien alors que la question de la consultation du Comité d'Entreprise sur le projet de rapprochement de l'Agence Famille et le CGMA n'a pas été inscrite à l'ordre du jour de la réunion du 31 juillet 2014 puisque précisément employeur et secrétaire sont en désaccord sur ce point, l'ordre du jour de la réunion en date du 26 juin 2014 faisant déjà apparaître les termes du désaccord dans la formulation de la question :

"10- Question sur le projet de rapprochement de l'Agence Famille et du CMGA :

- Le secrétaire du CEEr demande une information avant consultation sur la réorganisation des services de l'Agence Famille et du CMGA.*
 - Le président du CEEr considère qu'il ne s'agit que d'un rapprochement entre l'Agence Famille et le CMGA et qu'à ce titre, une information est suffisante."*
- étant précisé qu'aucune décision n'a été prise à cet égard lors de la réunion du Comité d'Entreprise du 26 juin, la séance ayant été levée de façon anticipée pour des raisons étrangères au présent litige.

En conséquence de l'ensemble de ces éléments, l'action de la SNCF est recevable.

Sur l'ordre du jour

Aux termes de l'article L 2323-6 du Code du travail, le comité d'entreprise est informé et consulté sur les questions intéressant l'organisation, la gestion et la marche générale de l'entreprise et, notamment, sur les mesures de nature à affecter le volume ou la structure des effectifs, la durée du travail, les conditions d'emploi, de travail et de formation professionnelle.

Ainsi, en application de cette disposition, le comité d'entreprise doit être informé et consulté préalablement à la réorganisation interne d'un service (Crim 25 octobre 1977).

Dès lors qu'il s'agit en l'espèce de réorganiser un service en rattachant l'Agence Famille qui a son siège à LIMOGES (Haute-Vienne) au Centre Mutualisé de Gestion Administrative qui a son siège à BRIVE (Corrèze), ce qui inclut notamment des modifications dans les conditions de travail des agents concernés en modifiant l'emploi de certains et en leur faisant suivre des formations (notamment aux agents CMGA pour leur permettre d'assurer l'accueil téléphonique pour les deux services) ainsi qu'en envisageant un redéploiement local comme cela ressort du document d'information, l'information et la consultation du comité d'entreprise prévue à l'article L 2323-6 du Code du travail doit être faite.

Dès lors, il convient de rejeter les demandes de la SNCF et d'accueillir la demande subsidiaire d'Eric PRADEAU tendant à dire que le projet de réorganisation du rapprochement de l'agence famille avec le service CGMA soit porté à l'ordre du jour comme une consultation du comité d'établissement régional SNCF de LIMOGES en sa séance du 31 juillet 2014.

Sur la demande sur le fondement des dispositions de l'article 700 du Code de procédure civile

Il convient de condamner la SNCF à verser à Eric PRADEAU ses qualités de secrétaire du comité d'entreprise de la SNCF Région Limousin, au titre des frais de procédure non compris dans les dépens, une indemnité qui est équitablement fixée à la somme de 1 000 €.

Sur les dépens

L'article 696 du Code de procédure civile prévoit que la partie perdante est condamnée aux dépens, à moins que le juge, par décision motivée, n'en mette la totalité ou une fraction à la charge d'une autre partie.

En l'espèce, la SNCF succombant en ses demandes, l'intégralité des dépens seront mis à sa charge.

PAR CES MOTIFS

Statuant par décision contradictoire en matière de référé et en premier ressort,

DÉCLARONS l'action de la SNCF recevable ;

DÉBOUTONS la SNCF de ses demandes ;

Vu l'article L 2323-6 du code du travail,


DISONs que le projet de réorganisation du rapprochement entre l'agence famille de LIMOGES et le Centre Mutualisé de Gestion Administrative de BRIVE doit être porté à l'ordre du jour de la réunion du 31 juillet 2014 du Comité d'Entreprise de la SNCF de la Région Limousin pour information et consultation ;

CONDAMNONS la SNCF à verser à Eric PRADEAU és qualités de secrétaire du comité d'entreprise de la SNCF Région Limousin la somme de 1 000 € sur le fondement des dispositions de l'article 700 du Code de procédure civile ;

CONDAMNONS la SNCF aux entiers dépens de l'instance.

LE GREFFIER

LE VICE PRÉSIDENT


C. PECOUT

Pour ampliation
1 Le Greffier et CL Lydie COLOMER

